

L'HOMME LIBRE

POUR LA BELGIQUE :

Un an. 4.00 fr.
Six mois 2.00 fr.
Trois mois 1.00 fr.

Organe de Combat
pour l'Émancipation des Travailleurs
PARAISANT TOUS LES SAMEDIS

POUR L'ÉTRANGER :

Un an. 5.00 fr.
Six mois 2.50 fr.
Trois mois 1.25 fr.

ADMINISTRATEUR : F. PINTELON.

Manifestation, Organisation, Révolution

Beaucoup de gens prennent ces trois mots pour à peu près équivalents.

Des milliers d'ouvriers en certains pays — par exemple en Angleterre, des centaines de mille — se rassemblent sur une place publique, y tiennent des meetings où quelques orateurs décrivent, en termes émouvants, les souffrances du peuple et affirment que ce peuple est décidé à en finir.

Leurs paroles sont couvertes d'applaudissements, les esprits s'enflamment, un souffle de révolte passe sur la masse réunie ; un homme de courage ou une initiative hardie pourrait déterminer l'explosion d'un mouvement.

L'initiative manque ; l'homme ne sort pas des rangs. Les orateurs fougueux ont disparu de la scène. Les chefs ont recommandé le calme pour ne pas tomber, ont-ils affirmé, dans les pièges préparés par la police.

La foule se déverse alors dans les rues ; musique en tête ; on défile, on chante, on crie ; on passe devant les établissements et les hôtels des riches, qui regardent en souriant, derrière les rideaux, le peuple qui s'amuse.

Enfin, on rentre chez soi, on s'endort sur les lauriers conquis ; le lendemain on se rend à l'usine, comme d'habitude, on reprend son collier et la situation reste ce qu'elle était auparavant.

Conclusion :

Une manifestation qui reste dans les limites de la légalité, qui, comme le recommandent les chefs, s'accomplit avec un ordre admirable, où les masses viennent, écoutent des discours, et partent à l'heure convenue et d'après le programme, où il n'y a rien de spontané, rien d'accidentel, rien d'anormal, cette manifestation-là n'est qu'une plaisanterie. Ce genre de manifestation constitue une soupape de sûreté d'où s'échappent les colères populaires au moment où elles allaient éclater. Il n'y a que la crainte de l'imprévu, les grondements sourds qui se font entendre, les écartements du programme officiel, les actes de révolte qui se produisent — enfin, tout ce qui sort des voies légales, tout ce qui constitue une menace sérieuse ou une attaque à l'ordre constitué — il n'y a que cela qui donne une valeur à toute manifestation. Sans cela, autant vaut ne pas en faire.

S'il n'avait eu recours qu'aux manifestations pacifiques, jamais le peuple de Paris ne se serait emparé de la Bastille.

Et le peuple anglais — celui qu'on aime de citer comme un modèle de peuple pacifique et respectueux de la légalité — n'obtint l'extension du suffrage dont on l'a gratifié qu'après s'être servi des barres de fer de Hyde-Park.

Mais il arrive parfois que, malgré les recommandations des chefs, malgré l'éducation des masses à la discipline — éducation faite d'abord dans les casernes, puis par certaines organisations qui se réclament du peuple, du socialisme et parfois même de la Révolution — les manifestations publiques dégénèrent en insurrections. De pareils événements arrivent même souvent en tous pays : qu'on se souvienne seulement du 9 novembre 1886, à Londres, et du 8 mars 1888, à Rome. Dans l'une comme dans l'autre circonstance, au premier souffle de la révolte populaire, la police disparaît, la troupe resta immobile, le gouvernement paralysé et déconcerté ; le Parlement, les ministères, le palais royal même et tous leurs occupants respectifs restèrent pendant quelque temps exposés, presque sans défense, à la furie populaire. Dans l'une et dans l'autre circonstance également, la foule ne sut profiter de la frayeur de l'ennemi. Elle dépensa un temps précieux et son ardeur révolutionnaire en d'insignifiantes attaques contre de petits magasins et elle manqua l'occasion de frapper un coup décisif à la tête du gouvernement.

Certes, un peuple affamé a bien le droit d'envahir des boulangeries pour en partager le pain entre les femmes et les enfants ; certes, la Révolution sociale doit être avant tout la prise de possession des moyens de travail et de subsistance. Mais il y a des moments qu'on doit consacrer à la lutte ; il y a des moments où s'attarder en quoi que ce soit est une faute.

L'objectif d'une insurrection populaire doit être la destruction de la machine gouvernementale, du commandement politique et militaire ; il faut commencer par là, sans pourtant s'y arrêter, car la destruction du mécanisme économique, l'expropriation des détenteurs de la richesse sociale est aussi importante et nécessaire à la réussite de la Révolution sociale.

Nous avons parlé des manifestations et des insurrections ; disons quelques mots sur l'organisation de la classe ouvrière.

Comme pour les manifestations, du principe de l'organisation et de l'organisation même on a voulu opposer une digue à la Révolution.

Souvent on prétend qu'avant de se révolter il faut s'organiser, et avec ce prétexte on ajourne la lutte, on gaspille les dernières ressources de l'ouvrier et on lui arrache jusqu'à la confiance dans sa cause et dans la victoire qui la couronnera.

Dernièrement en ore, au congrès des mineurs, à Paris, cette tactique a prévalu. A Rome, à Milan, partout, les socialistes légalitaires, obéissant comme à un mot d'ordre, opposent à la Révolution immédiate préconisée par les anarchistes, l'organisation.... toujours plus d'organisation.

Persuadons-nous de cette vérité, que jamais la classe ouvrière toute entière ne sera organisée comme un seul homme. Les tempéraments, les petites oppositions d'intérêts, les intrigues des chefs, la guerre à outrance des capitalistes et la pauvreté de la grande masse des ouvriers empêchent la réalisation de ce beau rêve de l'organisation universelle.

Beau rêve, avons-nous dit ? Pas tout à fait. Mais, en attendant que les chefs, les coteries, les petits intérêts qui se constituent dans leur sein, la tendance à se conserver et partant à éviter la lutte, les discordes intestines, enfin la possibilité pour le gouvernement de surveiller les organisations de près, de les dissoudre à un moment donné et d'en paralyser l'action en arrêtant les chefs ou ceux qui se montrent plus disposés à agir.

L'organisation est sans doute un bon moyen de créer l'entente entre les ouvriers, de les éclairer, de les instruire, de les rendre conscients des droits à revendiquer, enfin, de préparer les esprits à l'action et à la Révolution.

Mais quant à attendre d'une organisation, nous ne disons pas la Révolution elle-même, mais le signal de la Révolution, il faut y renoncer.

Les organisations — surtout dans une période aussi agitée que la période actuelle — naissent et meurent tour à tour, se constituent et se dissolvent, se transforment et se renouvellent sans cesse. Tels ouvriers qui, hier, étaient organisés, ne le sont plus aujourd'hui ; et tels autres, qui le sont aujourd'hui, ne le seront plus demain. Les organisations tombent, mais l'éducation des masses à l'action collective survit ; la solidarité entre ouvriers, qu'engendrent la misère et l'oppression, reste. Depuis longtemps, les organisations ouvrières se sont

succédées incessamment, et le but pour lequel elles avaient leur raison d'être est atteint.

Le temps de la préparation est passé : il est temps d'agir. En avant, les braves ! L'heure présente est à eux.

POURQUOI nous combattons le Parti ouvrier. (1)

I

Beaucoup de gens, même de ceux qui nous estiment, comme les rédacteurs de l'*Égalité* de Tournai, par exemple, nous accusent de rapetisser les principes par nos attaques contre le Parti ouvrier, attaques provoquées d'ailleurs par tout un système d'insinuations et de calomnies dirigé contre nous.

Ils estiment que nous devons nous borner à exposer théoriquement et plus clairement nos doctrines, en somme fort respectables et partagées par des hommes dont l'humanité s'honore; et ils tâchent de justifier en quelque sorte l'existence d'un parti dont les principes ne sont plus ceux du socialisme révolutionnaire, mais d'un désespérant hybridisme radical-réformiste-socialiste, en disant qu'il y a des hommes qui, « soit par tempérament, soit par des « divergences de tactique, par un optimisme beaucoup « moins grand, par une compréhension autre de la loi « d'évolution et du chemin déjà parcouru et qui reste « encore à parcourir, par une foi moins grande dans les « révolutions non mûries et par une perception plus « exacte des innombrables obstacles qui annihilent les « plus grands efforts, se contentent tout simplement de la « théorie socialiste, et ne voient ni la nécessité ni l'utilité « d'adhérer à la tactique et au programme des plus radi- « caux ».

Ainsi s'exprime l'*Égalité*. Nous aurions bien des choses à lui répondre. Avant tout, nous ne demandons à personne d'adhérer à notre tactique et à notre programme. Tout ce que nous demandons, c'est qu'on ne réponde pas par des injures et par des insinuations à nos arguments. Nous avons le droit de défendre nos principes et de les faire valoir : ce droit ne peut pas nous être contesté. Ce n'est pas seulement un droit, mais c'est aussi, à notre opinion, un devoir que de défendre les principes qu'on professe : et nous ne manquons jamais de répondre aux objections qu'on nous fait. Nos adversaires, au contraire, ont l'habitude ou d'ignorer nos arguments ou bien d'y répondre par des injures et par des insinuations perfides. Ce sont bien là des « personnalités » ! Nous sommes alors obligés de nous défendre, de crier tout haut nos noms, qui sont inattaquables, et de stigmatiser une « tactique de polémique » que tout esprit impartial ne peut s'empêcher de considérer comme infâme.

Ce n'est pas tant dans l'intérêt de nos personnes que nous nous insurgons contre cette espèce de dogme du Parti ouvrier, à savoir que ceux qui ne sont pas de leur avis ne peuvent être que des mouchards, que ceux qui commettent des actes révolutionnaires ne peuvent être que des agents provocateurs. C'est surtout dans l'intérêt de la cause, dans l'intérêt de la Révolution, dans laquelle nous avons une confiance absolue : car enfin qu'advient-il si le jour où cette idée se généralisait, tout le monde était habitué à voir en tout révolté un traître ? Ne serait-ce pas la méfiance, la discorde, l'impuissance rendues permanentes chez les masses populaires ?

Nous comprenons les différences de tempérament et les divergences de tactique, ou plutôt les différences d'activité qui en résultent. Nous ne prétendons par exemple pas obliger un homme d'étude à être un héros, quoique nous repoussons de toutes nos forces la prétention de séparer l'armée socialiste en deux camps : d'un côté les hommes qui étudient, de l'autre les hommes qui agissent. Pensée et action — a déjà dit Mazzini — se complètent. L'une jaillit de l'autre. Les grandes idées qui ont sillonné les ténèbres dans lesquelles l'humanité est plongée, ont été des éclairs produits par le choc des armes au plus fort de la bataille.

L'homme convaincu n'hésite pas à donner sa vie pour

(1) Cet article et les suivants peuvent servir de réponse aux journaux qui, comme la *Volkszeitung* de Berlin, feignent ne pas comprendre ce que nous voulons et où nous voulons aboutir.

la réalisation de son idée, fût-elle la plus mesquine, la plus pauvre; celui qui ménage sa personne, celui qui se livre à des élucubrations pénibles, à des efforts pour trouver des compromis, des palliatifs, des édulcorants, celui-là ne découvrira rien, même dans le domaine intellectuel; il est bien capable de rapetisser les idées nouvelles et de leur créer des entraves, mais non de les développer et de les propager dans les masses.

Il n'est certainement pas nécessaire que tous les hommes soient des héros — il y a même très peu de héros, parmi les anarchistes aussi bien que dans tout autre parti — ; il est même concevable que des individus ou des groupements veuillent se consacrer exclusivement à une œuvre de propagande par la parole ou par les écrits, sans entrer en action. Mais alors ils ne doivent pas dénigrer les révolutionnaires; ils ne doivent pas ériger en principe, presque en règle obligatoire, leur conduite; ils ne doivent pas nier que la Révolution est aussi inévitable et aussi nécessaire dans l'ordre des faits sociaux que la tempête dans l'ordre des phénomènes physiques.

Qu'ils étudient autant qu'ils veulent, mais qu'ils n'aient pas la prétention de juger les partis et les individus au nom d'une science très douteuse, de s'imposer aux masses par leurs affirmations catégoriques, — comme le font souvent les « socialistes scientifiques » — de bénir et d'excommunier en dépositaires exclusifs de la vérité. Il ne faut pas plus abuser de la science que de toute autre chose; sans cela ce membre d'un Congrès de l'Internationale aurait eu raison de s'écrier :

« Si la science est contre nous — tant pis pour elle ! »

Quant à l'optimisme, qu'on nous attribue à la fois dans les révolutions non mûries et à la non perception des obstacles, nous demandons à ne pas être jugés par oui-dire. Nous ne sommes pas optimistes du tout, bien que nous croyons à la nécessité du triomphe définitif de la cause du prolétariat, qui est aussi celle de la justice et du progrès. Nous ne nous dissimulons pas les luttes qu'il y aura à soutenir; nous savons bien, hélas ! que la conquête n'est pas facile et qu'elle ne se fera ni par bulletins de vote, ni par d'autres moyens pacifiques. Les obstacles sont trop solides, et il faudra bien les abattre par la force physique. Et d'autres obstacles encore que les intérêts constitués de la classe dirigeante sont à craindre; des obstacles que l'on aperçoit à peine aujourd'hui, mais qui grandissent au fur et à mesure que nous nous approchons de la Révolution. Ces nouveaux intérêts de classes qui surgissent, ces nouvelles autorités, ces « dictatures révolutionnaires » dont on parle, cette conquête des pouvoirs politiques nécessairement malfaisants de la part des dirigeants du prolétariat, tout cela constitue un danger très grave, auquel il faut parer au risque de voir la Révolution dévorer ses propres fruits et aboutir, non comme nous le voulons : à une société où règnent l'égalité, la liberté, la justice et le bien-être pour tous, mais à une nouvelle domination de classe, à une nouvelle forme d'exploitation politique et économique de l'homme par l'homme, c'est-à-dire de la masse des travailleurs par une petite minorité coalisée. C'est précisément parce que nous envisageons ce danger et le redoutons beaucoup que nous redoublons d'énergie pour le conjurer. C'est à cause de ce danger et non pour le plaisir de faire des personnalités; — ce qui n'est nullement de notre goût — que nous combattons avec acharnement les chefs, les meneurs et toutes les autorités qui se constituent au milieu, ou plutôt au-dessus des ouvriers. Nous n'avons pas d'autorités ni de chefs parmi nous; nous sommes librement groupés et fédérés; nous nous faisons un devoir de ne pas porter au pinacle certains de nos camarades pour les rejeter ensuite dans la poussière; ce n'est pas nous qui nommons tout le temps les Reclus, les Kropotkine, les Louise Michel et autres « illustres » anarchistes; ce sont bien plutôt nos adversaires dont l'érudition en fait d'anarchie ne va pas plus loin. Nous n'avons pas le culte des personnalités; nous ne croyons pas que le talent soit un titre de supériorité pour ceux qui le possèdent; nous estimons beaucoup plus le dévouement à la cause, vint-il du plus obscur de nos camarades ou même d'un de ces mille inconnus qui, quoique ne fréquentant pas nos réunions et ne lisant peut-être pas même nos journaux, sortent, à un moment donné, du sein de la multitude et revendiquent par un acte énergique la dignité humaine.

Nous avons abandonné déjà bien des préjugés et des

pratiques humiliantes, et nous nous proposons d'en abolir d'autres encore dont nous ne nous apercevons pas en ce moment.

Ce n'est pas nous qui proclamons que « sans un individu le socialisme aurait disparu à un certain moment de la surface de la terre »; ce n'est pas nous qui avons l'habitude d'applaudir les orateurs, avant même qu'ils aient parlé, pour faire la cour aux grands et petits grands hommes. Ce n'est pas nous non plus qui avons emprunté au parlementarisme et gardons tout ce fatras de formes, d'apparat, de solennité — présidence, bureau, votation même sur des questions de principe, et puis complots de coulisses, exclusion et expulsion des adversaires, etc., etc. Nous ne voulons ni tromper, ni nous tromper. Car enfin, souvent, lorsqu'on croit tromper les autres, on reste trompé soi-même.

La vérité, la libre discussion, la libre initiative et la plus grande initiative laissée aux individus, sans exclure la libre entente, telle est notre méthode, telle est toute notre tactique. Au lieu de resserrer nos rangs, nous les ouvrons largement; au lieu de réduire le grand nombre d'adhérents à un troupeau d'esclaves, de ne les faire jurer que par la parole des maîtres, de les empêcher d'agir au nom de la discipline et de les faire marcher exclusivement dans une voie déterminée, nous voulons que chaque individu pense et agisse librement : plus il y aura d'hommes qui penseront et agiront librement, plus tôt la Révolution sera faite et plus complète et durable sera la victoire. (A suivre.)

LA NATION ARMÉE

En politique, on se paye de mots.

Ce qui fait la fortune du « suffrage universel », c'est le mot « universel », bien qu'on sache qu'il s'agit d'une « universalité » fort restreinte.

Ainsi, quand nous entendons parler de « la nation armée », c'est le mot « nation » qui nous frappe — un mot qui, en ce cas, n'a pas de signification réelle, car ce ne serait jamais qu'une petite minorité de la « nation » qui aurait des armes et pourrait s'en servir.

Et encore, à quelles conditions ! Il ne faut pas supposer que chacun emporterait son fusil chez soi et serait l'arbitre de l'usage qu'il convient d'en faire.

Ceux qui seraient appelés à faire partie de la « nation armée » devraient entrer dans un régiment, se soumettre à une discipline, et accepter des chefs, des officiers. L'ouvrier serait soldat, le bourgeois serait officier. Celui-ci procéderait à l'élevage de son bétail. Armé de son code militaire, de son autorité de chef, il dresserait, non tous les soldats assurément — cela n'arrive pas même aujourd'hui — mais un certain nombre, à l'obéissance aveugle; il en ferait ses instruments, c'est-à-dire les instruments de la loi et du gouvernement.

Ce résultat obtenu, les chefs ne tarderaient pas à organiser la « nation armée » de façon à pouvoir en disposer entièrement, fût-ce contre le peuple même, contre la « nation non armée ».

Il suffirait pour cela qu'ils fissent usage de leur pouvoir discrétionnaire dans la formation des corps d'armée, dans la nomination des sous-officiers, etc.

Ils n'iraient certainement pas confier les canons aux soldats auxquels ils reconnaîtraient des velléités d'indépendance ou un esprit révolutionnaire. Ils feraient un triage des hommes auxquels on pourrait se fier et de ceux dont il faudrait se méfier. Ils organiseraient leur troupe d'élite, de façon à empêcher et à réprimer par elle toute tentative de révolte de la part de l'autre.

C'est ce qui arrive, même aujourd'hui.

Lorsqu'on connaît les règlements et les usages militaires; lorsqu'on sait comment, surtout en des moments difficiles, on fait venir des soldats de province dans les capitales, des paysans dans les villes; lorsqu'on sait de quelle façon on exploite jusqu'aux rivalités et jalousies de clocher; lorsqu'on connaît la manière dont on surveille les hommes, comment on récompense les actes de soumission, de servilisme; comment on encourage les abus, même les violences commises au nom de la discipline; comment on suscite un faux amour-propre; comment on entretient l'ignorance et la peur des punitions; comment enfin on défend même la lecture des journaux politiques, pour empêcher toute idée d'indépendance de germer dans les esprits; eh bien,

alors on n'est pas tenté à se faire illusion sur ce que sera, en cas où on l'organiserait, la « nation armée ». Que sort-on, de ce qu'elle « serait » ? Elle « est »

En Suisse, la nation armée existe, et pourtant les ouvriers suisses sont exploités et misérables comme leurs frères de n'importe quel autre pays.

En Allemagne existe la « landwehr », qui est une sorte de « nation armée », et pourtant le peuple allemand n'est ni plus libre ni mieux traité qu'ailleurs.

Enfin, la « nation armée » serait le peuple tout entier militarisé, discipliné, armé, oui, mais contre lui-même. C'est pourquoi bien des généraux et des « hautes autorités militaires » réclament à leur tour la « nation armée » !

Socialisme allemand.

(Suite)

Tout ce mouvement se divise en deux branches : le mouvement ouvrier et le mouvement socialiste proprement dit. Celui-ci repose sur l'affiliation directe au moyen d'une contribution régulière ; les contribuants, réunis par sections de quartier, nomment une commission locale chargée des affaires générales : boycottage, grèves, organisations de métier, etc. Les associations ouvrières — *Gewerkschaften* — sont organisées indépendamment, mais elles contribuent également à la caisse du parti et elles sont généralement guidées par des *hommes de confiance*, de la direction du parti. Cette direction est confiée à la fraction socialiste du Reichstag, laquelle choisit dans son sein un comité : de sorte que le pouvoir effectif se réduit, en définitif, comme l'avoua le député Auer au Congrès de Halle, dans les mains de deux ou trois personnes.

En 1890, le parti publiait 104 feuilles périodiques ayant 600,000 abonnés. Néanmoins, 390,509 marks étaient rentrés dans la caisse du parti du 1^{er} septembre 1887 au 30 septembre 1890 ; et on en avait dépensé 383,325.

Le nombre des électeurs socialistes s'éleva, en 1890, à 1,500,000 et celui des députés élus à 35.

Arrivé au faite de la puissance, le socialisme allemand décline visiblement. Tous les jours nous apportent de nouvelles preuves de la décadence dans laquelle il est entré.

Après avoir remporté aux élections de 1890 une victoire éclatante, il commence à essuyer des échecs. Les discordes intestines entre « vieux » et « jeunes » s'accroissent ; la discipline se relâche ; les « chefs » sentent leur pouvoir sur les masses chanceler. Les opposants qu'ils avaient mis à l'index gardent non seulement leur position, mais voient le nombre de leurs adhérents augmenter. M. Liebknecht, blâmé il y a deux mois dans une réunion du Comité de la première circonscription de Berlin, paraît disposer à se retirer de la rédaction du *Vorwärts*. M. Bebel renonce à un de ses deux mandats législatifs et fait des appels réitérés au dévouement des ouvriers pour qu'ils remplissent la caisse. La roche Tarpeenne est pour les partis, aussi bien que pour les individus, tout près du Capitole.

Entendons-nous bien : ce n'est pas le socialisme qui décline en Allemagne, mais bien le parti démocrate-socialiste. L'un ne doit pas être identifié sur l'autre. Le mouvement que nous avons décrit dans les pages précédentes prouve à quel point le socialisme a pénétré dans les masses ; et bien des preuves pourraient encore être données de l'extension prodigieuse des principes, de l'esprit du socialisme dans toutes les couches de la nation allemande. Mais il paraît que cette extension mine lentement l'organisation de la démocratie socialiste, — qui est devenue une gaine trop étroite pour contenir, comme elle en a la prétention, tout ce mouvement.

Le parti socialiste allemand est, comme on sait, un parti rigoureusement discipliné. La discipline est un couteau à double tranchant ; elle fait beaucoup plus de mal à ceux qui en usent qu'à ceux contre lesquels elle est dirigée. La discipline peut bien servir à maintenir un peuple dans la sujétion : elle ne peut pas servir à l'émanciper. La discipline fait des esclaves : les idées nouvelles ont besoin, pour se réaliser, d'esprits indépendants, du courage, de

l'initiative, de ce qu'on appelle la « folie » des révoltes. La discipline peut bien réduire des hommes à des machines de guerre, à des instruments d'oppression ; elle ne peut pas les élever au rang des héros. Enfin, elle peut bien obliger des individus à charger au commandement leurs propres frères, mais elle ne peut pas servir à initier une révolution.

Cela est si vrai que tous les partis populaires, les social-démocrates allemands comme les autres, déburent par s'insurger contre la discipline. La démocratie socialiste allemande — MM. Liebknecht et Bebel — commencèrent par combattre l'autoritarisme du parti lassalléen.

Liebknecht dit un jour, en parlant du chef de ce parti : « Un dictateur, en temps de paix, est un personnage ridicule ; en temps de guerre, on lui loge une balle dans la tête. »

Ceux qui aujourd'hui se récrient contre les anarchistes parce que ceux-ci combattent les chefs socialistes, dénoncent leur ambition et dévoilent leurs intrigues, en faisaient autant eux-mêmes de 1868 à 1875. On les voyait se présenter, non pas aux réunions des radicaux (avec ceux-ci ils étaient généralement en bons termes), mais aux réunions des lassalliens, socialistes comme eux, c'est-à-dire du parti plus proche d'eux, pour les combattre non seulement en leur opposant des principes plus avancés, mais aussi en s'attaquant aux personnes. Ce sont ces luttes qui ont fait progresser le socialisme en Allemagne, qui ont fait avancer l'idée, jusqu'à ce que la victoire étant restée à Gotha aux plus avancés, c'est-à-dire aux marxistes, ceux-ci ont imité leur devanciers, surtout dans leurs fautes — notamment l'autoritarisme.

On a peine à croire comment le pouvoir — soit celui d'un chef de gouvernement, soit celui d'un chef de parti ou d'un chef d'usine — tourne la tête.

Hier encore on a fait voter à une assemblée de mineurs de la Westphalie une résolution portant que les mineurs doivent « obéissance inconditionnelle » aux chefs. C'est une négation de l'humanité. En Belgique, également, le Congrès du 5 avril a remis aux chefs du Parti ouvrier la décision de la grève générale ! et c'est le grand pontife du Parti qui en a fait la proposition, sans se gêner ! En ce cas, les partis cessent d'exister, ou ils se réduisent à une masse payante et votante au profit des ambitieux qui la gouvernent. Ils épousent toutes les infirmités et les faiblesses de leurs chefs et en subissent les conséquences. De plus, ils se condamnent à l'inaction, car l'intérêt des chefs est de garder leur pouvoir et d'écarter toute lutte qui pourrait le mettre en danger.

Ainsi, en Allemagne, les chefs ont été toujours adversaires des grèves (à une seule exception près) : ils ont été, au contraire, très enthousiastes des élections. D'abord, il était entendu qu'on ne participerait qu'aux élections du Parlement de l'Empire, puis ils voulurent entrer dans les Chambres des différents Etats et dans toutes les administrations. Ils arrivèrent à se porter candidats en plusieurs collèges, gaspillant ainsi énormément d'argent, en même temps qu'ils refusaient des secours aux victimes de la loi anti-socialiste, lorsqu'elles n'appartenaient pas à leur clique.

Ils ont empêché l'an passé et cette année encore la manifestation du 1^{er} mai ; et viennent d'éventer la grève des mineurs.

Au Congrès de St-Galle, il fut décidé que jamais aux élections on ne pactiserait avec les libéraux. Aux élections de 1890, les chefs violèrent sciemment la délibération du Congrès : *La discipline est bonne pour les sujets, — les maîtres en sont déliés.*

Ils enrôlèrent dans les rangs nombre d'ambitieux, de bourgeois convertis au socialisme, par l'appât d'une place au Parlement. Ils soudoyèrent des émissaires, par l'argent du parti, et les envoyèrent dans le pays prêcher la discipline, l'obéissance sans condition, et combattre toute velléité d'opposition à leur autorité.

Ils disposèrent du même argent pour faire des prêts à leurs adeptes les plus dévoués, les aidant ainsi à ouvrir des débits de tabac ou des cabarets où ils purent faire de la propagande en leur faveur. De la même manière ils soudoyèrent des journalistes, des éditeurs — et ils n'hésitèrent pas, en 1890, à la veille du Congrès de Halle, à « destituer » télégraphiquement deux journalistes de Saxe, coupables d'avoir critiqué leur conduite.

Les Congrès furent organisés de façon à faire passer la volonté des chefs. Lorsque, en 1880, les socialistes de

Berlin donnèrent un mandat à Most et Hasselmann pour le Congrès qui devait avoir lieu à Borschach, les chefs eurent vent de la chose, et changèrent secrètement le lieu de réunion à Wyden, de sorte que Most ne put y paraître. D'autres Congrès furent retardés jusqu'à ce que, par des pourparlers et par d'autres intrigues, on eût conjuré le danger d'une opposition.

Ainsi, les moyens que le parti avait mis dans les mains des chefs pour la lutte contre la bourgeoisie furent employés par les chefs contre le parti.

Le programme réactionnaire de 1875 fut maintenu, malgré la critique de Marx, que les chefs cachèrent soigneusement pendant seize ans à leurs adeptes.

Les anarchistes, jadis frères de lutte, voire même les initiateurs du socialisme en Allemagne, furent traités en ennemis, expulsés des groupes, dénoncés, calomniés ; de même les « jeunes », c'est-à-dire les partisans de la décentralisation et de l'autonomie des groupes, furent mis à l'index. La direction du parti fut accaparée par les députés et se consolida dans leurs mains, avec la faculté de s'adjoindre ceux qui leur plaisaient. Toute critique fut flétrie comme une rébellion, voire comme une trahison. M. Liebknecht proclama qu'il avait lieu d'agir, jusqu'à un certain point, d'accord avec les partis bourgeois. M. Bebel ajouta que la question sociale pouvait être résolue presque entièrement sous le régime actuel. Le même M. Liebknecht soutint que c'était une folie que de songer à la Révolution, pour la singulière raison que les membres du parti n'étaient encore que le 20 pour cent de la population, et que pour entamer la lutte il fallait attendre (textuel) qu'on soit 80 contre 20 !

Enfin, tyrannie des chefs — arrêt du mouvement révolutionnaire, — gaspillage énorme de l'argent soutiré soit par soit aux pauvres ouvriers, — gloire et ambition satisfaites des chefs : tels sont aujourd'hui les traits distinctifs du « grand parti socialiste allemand » — grand en apparence et par le nombre de ses adhérents, mais petit, très petit en réalité, en force révolutionnaire.

Que faire ?

Tel est le terme qui, en cette fin de siècle, hante les cerveaux des puissants comme des parias.

Que faire ? se disent les princes qui, s'apercevant de la disparition de leur prestige, cherchent les moyens les plus pratiques à ressusciter le respect bête dont, depuis des siècles, la multitude inconsciente avait honoré leurs ancêtres !

Que faire ? se dit l'industriel, pour apaiser le mécontentement croissant de ces milliers d'ouvriers qui, depuis près d'un siècle, ont créé ces immenses richesses dont il dispose !

Que faire ? se dit le commerçant qui, voyant la faillite le guêter à chaque échéance, se demande combien de temps encore durera cette lutte désespérée qu'il mène contre tous les éléments coalisés pour le ruiner !

De même, l'ingénieur, l'architecte, le médecin, doués d'intelligence et de savoir, mais dépourvus d'intrigues, cherchent ce qu'il leur reste à faire pour se créer à leur tour une place au soleil et jouir de la vie.

Que faire, enfin ? se dit encore cette légion d'êtres inutiles ou nuisibles que l'on dénomme sous les titres de notaires, avocats, parvenus, magistrats et propriétaires, pour reconquérir cette douce quiétude de ruminants à laquelle ils étaient habitués de temps immémorial.

Tout s'en va, le respect des traditions, de la propriété, choses sacrées par dessus toutes, cette sainte terreur en un mot, qui a permis depuis tant de siècles et encore aujourd'hui à une minorité d'individus et ce, sous mille appellations diverses, d'exploiter l'ignorance de la masse, pour se créer à ces dépens une vie facile et frivole. Ils sentent bien, ses heureux, ils prévoient, sans se rendre compte exactement de l'étendue du désastre, qu'une catastrophe se prépare et que leurs prérogatives qui subissent journellement le feu de la critique finiront par sombrer.

Leur orientation est perdue, et tous les palliatifs que les plus intelligents d'entre eux mettent en avant pour éviter le désastre final, se heurteront d'une part contre l'égoïsme étroit et bête de l'ensemble de la bourgeoisie, et

d'autre part, à l'impossibilité de contenir dorénavant les revendications ouvrières dans les limites de légères modifications gouvernementales, celles-ci étant impuissantes à résoudre le grand problème qui préoccupe tous les penseurs et tous les malheureux.

Devant ce désarroi universel et cette impuissance manifeste, les travailleurs, à leur tour, se demandent : Que faire ? Et alors, de même que sur un champ de foire, les bateleurs de la politique les convient chacun à entrer dans leur baraque et à accepter leur solution qui se résume toujours en un changement de personnes et non de principes, l'éternel *ôte-toi de là que je m'y mette*.

Mille propositions sont faites ; c'est à qui entrainera le chaland, qui n'est autre ici que ce bon peuple mécontent de tout ce qui l'opprime et le presse : mécontent de sa sujétion politique, qui le ravale, même quand il a le suffrage universel, au rôle de gogo, changeant continuellement de maîtres, mais éternellement dupé et volé. La preuve en est faite en France et même en Amérique, où plus ça change plus c'est la même chose, pour ne pas dire pis.

Mécontent de son esclavage économique, qui le livre pieds et poings liés à l'exploitation sans merci des patrons, qui, en ce siècle de concurrence effroyable, sont obligés par la force même des choses, à le réduire au rôle d'accessoire de la machine, lui laissant à peine de quoi récupérer les forces qu'il dépense chaque jour.

Et, au lieu de parler à ce peuple le langage de la franchise, de lui donner la conscience de sa force et de le convier à agir en justicier, on lui conseille de prendre l'attitude de mendiant !

Mendiez, lui disent les politiciens pratiques de la démocratie, *mentiez aux gouvernements qui, jusqu'à présent, n'ont été que des instruments de domination aux mains de vos maîtres*, des lois plus humaines, une protection plus efficace de l'enfant, de la femme et du vieillard, une législation internationale imposant une journée de travail normale (huit heures par jour) ; des lois enfin et toujours des lois, comme s'il était possible d'établir l'harmonie avec des lois, là où l'antagonisme des intérêts est la loi suprême, comme c'est le cas pour la société capitaliste.

Mettre en demeure, demander, mendier, termes identiques, bons pour des esclaves volontaires, mais indignes de révoltes aspirant à une société libertaire et égalitaire.

L'humanité a d'autres destinées, son avenir n'est heureusement pas aux mains des intrigants bourgeois ou ouvriers qui veulent les entrainer dans cette voie ; et bon gré, mal gré, ils n'arrêteront pas le courant qui agite les masses profondes du peuple, et qui, rejetant tous les préjugés gouvernementaux et autoritaires, affirme hautement que l'humanité n'évoluera vers une ère de civilisation supérieure que le jour où toute la richesse sociale sera mise en commun et où, le dernier des gouvernements étant disparu, les travailleurs se grouperont suivant leurs affinités, organiseront la production par eux-mêmes ; en dehors de toute tutelle ou de toute tyrannie.

Mouvement international.

Bruxelles — Un sale petit journal vient de paraître sous le nom *le National*. Il fera de la démocratie chrétienne. Inutile de dire que ce sale torchon doit être soutenu par des capitalistes calotins qui voient que les ouvriers commencent à en avoir assez de leur régime. Quoi qu'ils fassent, leur prestige est perdu, le respect de la propriété et de l'autorité est loin. Ce n'est pas ce petit canard et toutes les calembredaines qui y sont débitées qui pourront remettre les préjugés sur leur piédestal.

Les socialistes autoritaires font une active propagande en faveur de la manifestation pour la journée de huit heures. Quoique convaincus que cette réforme ne pourra améliorer le sort de la classe ouvrière, nous ne pouvons nous empêcher d'admirer le mouvement qui prend de jour en jour une plus grande extension. Ici, comme dans tous les pays, le mouvement pourra être contraire de ce que veulent les socialistes.

En province, les manifestations seront beaucoup plus

nombreuses que l'année passée. Cette date pourrait être le signal de la grève générale qui eût déjà éclaté si les socialistes ne l'avaient pas conjurée.

France — Dans toute la France des manifestes révolutionnaires ont été distribués, malgré la vigilance de la police. Des nombreuses réunions ont eu lieu. Dans toutes, la question des huit heures était à l'ordre du jour. Beaucoup de propositions ridicules et stupides ont été faites ; seules, celles des anarchistes trouvent écho dans la masse. On ne coupe pas dans le pont des danses et des bals de nuit. Le peuple ne veut pas faire une fête de la misère, mais cherche à la supprimer le plus tôt possible.

Perpignan, 23 avril. — Pendant les manœuvres exécutées aux environs de cette ville par le 12^e régiment de ligne, deux soldats ont tiré sur le lieutenant Humblot, du 1^{er} bataillon. Les balles ont effleuré le visage de l'officier, malheureusement sans le blesser.

Le clairon placé à côté du lieutenant a entendu les projectiles siffler à ses oreilles. L'ordre a été donné immédiatement de cesser le feu. On recherche activement les auteurs ; espérons qu'ils en seront pour leurs peines. Voilà des gaillards qui ont de la haine au cœur et savent l'assouvir.

Italie — Le 1^{er} mai semble être plutôt un mouvement insurrectionnel qu'une fête ; on se prépare partout pour agir révolutionnairement, c'est le commencement de la fin. Les anarchistes distribuent de nombreux manifestes, font une quantité de réunions et sont accueillis avec des démonstrations de joies. Dans beaucoup de réunions, les socialistes sympatisent avec les anarchistes et se rendent solidaires de leurs actes. Dans plusieurs localités, ils se sont mis d'accord.

Tout fait prévoir que les socialistes abandonneront la politique pour se ranger sous la bannière anarchiste et combattre le capital et l'autorité. Au dernier moment, nous apprenons que de nombreuses arrestations ont eu lieu. A Milan, 20 anarchistes ont été arrêtés à leur domicile où l'on fit des perquisitions minutieuses. Ordre a été donné d'arrêter tout anarchiste militant.

INTERDIT

Journellement, les journaux socialistes et démocrates protestent contre l'interdiction dont le ministre Vandepereboom les frappe dans les gares de chemins de fer. Il faut croire que cette manie d'interdire est contagieuse et s'attaque même à ceux qui l'ont le plus critiquée. En voici la preuve : Samedi, un de nos amis entra à la *Maison du Peuple*, porteur d'un paquet de nos journaux. Tout à coup, avant qu'il eût eu le temps de faire dix pas, le gérant de l'établissement l'apostropha et le menaça de le jeter à la rue s'il ne sortait à l'instant, déclarant qu'il défendait à n'importe qui d'y vendre des journaux anarchistes. Comme dans les gares, quoi.

O ! Vandepereboom, te voilà vengé de tes insulteurs ! Nous garantissons l'absolue exactitude de ce petit fait.

VARIÉTÉS

Un homme avait un chien. Il l'employait à tourner sa broche, à tirer de petits chariots, à mordre aux jambes des brebis et, en récompense de ses services, il le battait sans trêve, sans fin, avec joie.

Mais du moins il lui donnait la pâtée, pâtée sordide et repoussante, nourriture pourtant.

Un jour, l'homme dit à son chien :

— Va-t-en, sors d'ici, tu es libre.

Le chien demande :

— Où irai-je ?

— Tu es libre !

— Que ferai-je ?

— Tu es libre !

— Que mangerai-je ?

— Tu es libre !

— Mais je crèverai de soif et de faim !

— Tu es libre, te dis-je !

Et, depuis ce temps, maigre, la peau et les os, le ventre flottant, le chien erre, affamé, mordant l'air, dévorant ses excréments.

Car il est libre !

Et, quelque jour, demain, ce soir, sa charogne gonflée épouvantera les passants qui se hâtent, à moins qu'on ne

le rencontre courant à travers plaines, la flamme aux yeux, la bave aux dents, enragé !

Oh ! avant de mourir, qu'il devienne enragé en lui, qu'il morde, ce chien libre !

CATULLE MENDÈS.

COMMUNICATIONS & CONVOCATIONS

Samedi 2 Mai, à la Colline, r. de la Colline, à 8 heures du soir, réunion du groupe « l'Homme Libre ».

Tous les camarades qui s'intéressent à la propagation du journal sont priés d'y assister.

Liège. — Plusieurs camarades ont répondu à l'appel de fonds fait en faveur de *l'Homme Libre*.

Le compagnon qui s'est chargé de faire circuler les listes de souscription prie tous ceux qui sont d'avis que le journal est nécessaire afin de pouvoir répondre aux attaques dont les anarchistes sont l'objet de la part des chefs socialistes, de faire les sacrifices nécessaires afin de lui assurer longue vie.

Il s'agit de montrer, une fois de plus, que les anarchistes existent à Liège, comme partout ailleurs, autrement que dans l'imagination.

En conséquence, le compagnon Wolfs se trouvera à la *Populaire*, tous les lundis.

Les camarades empêchés de s'y rendre, ont la faculté de s'adresser en son domicile, rue Barbe-d'Or, 5.

Verviers. — Le camarade qui nous a envoyé l'article intitulé : « Aux travailleurs », est prié de nous excuser de la non insertion de son article.

Nous pensons qu'il est inutile de se faire coffrer sans succès pour la propagande, et qu'il est nécessaire d'accumuler l'énergie pour le jour où il faudra vraiment la prodiguer.

Petite correspondance.

J. D., à Morlanwelz ; F. M., à La Louvière ; R., à Trazegnies ; C., à Wanfercée-Baulet ; L., à Gouy-lez-Piéton ; M., à Liège ; A. L., à Dinant ; N. V., à La Haye ; D., à Foix ; Étudiants socialistes, à Genève ; J. C., à Londres : Reçu timbres et mandats. Merci.

Le compagnon Lemaire de Dinant est prié de donner de ses nouvelles au compagnon J. Derulle à Lambermont N° 18 Verviers.

Le compagnon Rossignol est prié d'écrire à Monsieur chez J. Derulle à Lambermont N° 18 Verviers.

AVIS AUX VENDEURS

Pour tout ce qui concerne la vente du journal et des brochures anarchistes, à Bruxelles et les faubourgs, s'adresser à notre dépositaire général, M. BUELENS, rue du Marais, 2.

On peut s'y procurer les brochures suivantes :

Richesse et Misère, 0,10 ; *l'Esprit de Révolte*, 0,05 ; *le Salariat*, 0,10 ; *la Morale anarchiste*, 0,10 ; *les Paroles d'un Révolté*, de Kropotkine, 1,75 ; *la Philosophie de l'Anarchie*, de Malato, 1,25 ; *les Préjugés et l'Anarchie*, de Guy, 1,25 ; *Dialogues entre un Anarchiste et un Autoritaire* : 1^o l'Union, 0,05 ; 2^o la Révolution, 0,05 ; *Réponse à Jules Guesde*, 0,05.

Le groupe *la Liberté*, qui édite la série de dialogues *Entre un Anarchiste et un Autoritaire*, rappelle aux camarades l'utilité qu'il y a de propager ce travail, qui se recommande à tous les lecteurs socialistes par l'élucidation claire et nette des principales questions qui les divisent.

Pour la vente en gros, s'adresser au bureau du journal.

Souscription en faveur de « l'Homme libre ».

H. S., 1,00 ; F. K., 1,00 ; J. H., 1,00 ; Jean D., 2,00 ; F. Carpent, 0,50 ; Fidèle M., 0,50 ; Victorien B., 0,50 ; Rep. à G., 0,50 ; G. J. de Gouy, 1,00 ; Rep. à G., 3,00 ; Gérard, 2,00 ; A. Debl., 0,25 ; Geevaert, 0,40 ; Liste Kats, 0,50 ; Rep. à G., 2,45 ; Léon D., 0,50 ; Vente de cartes, 0,60 ; Fisch., 0,50 ; Beg., 0,25 ; Boi., 0,50 ; Legrand, 0,50 ; J. Der., 1,00 ; Manuel, 1,00 ; F. G., 0,50 ; J., 5,00 ; Manuel, 0,50 ; P. Bet., 0,50 ; Wilm., 2,00 ; Vital, 0,25 ; P. Del., 0,50 ; F. Groen, 0,50 ; Un artiste, 1,00 ; Collecte faite à Londres par le compagnon Consorti, 6,00 ; Groupe italien I. Ribelli, 4,00 ; F. P., 0,50.

Total : 42,70 ; Listes précédentes : 108,80 ; Total à ce jour, 151,50.

P. G., 10,00 ; Lucie, 0,50 ; H. W., 0,50 ; Hector, 0,50 ; F. M., 1,00 ; collecte faite à Audenaerde par C. H., 1,50 ; C. H., 3,00 ; pour que Lucienne s'amuse à Bruges, 0,50 ; J. H., 3,00 ; J. D., 2,00 ; J. M., 0,50 ; pour la prospérité de mon groupe, 0,50 ; O. B., 2,00 ; Morlanwelz, 1,00 ; kees in den Haag 2,00 ; F. P., 0,50 ; A. D., 0,25 ; P. B., 0,50 ; Léon D., 0,75 ; Bai, 0,50 ; L., 0,50 ; Bég., 0,25 ; Manuel, 0,50 ; G. L., 0,50 ; Lucie, 0,50 ; H. W., 0,50 ; H., 0,25 ; P. Del., 0,50 ; Wil, 1,00 ; Baptiste, 0,20 ; J. P., 0,25 ; D. A., 0,55. Total 36,50. Total à ce jour 188,00.

Pour tout ce qui concerne le journal, s'adresser au compagnon F. Pintelon, rue de Tilly, 22, Bruxelles.

Imp. F. PINTELON, rue de Tilly, 22.